

Contre les expulsions, à Notre Dame des Landes... et ailleurs

15 novembre 2012 / [CREA](#)>CREA

Suite à l'expulsion du Centre Social Autogéré du 22 rue Demouilles, à Toulouse, le lundi 8 octobre, la centaine d'habitant-e-s et la Campagne pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion se sont de nouveau retrouvés à la rue.

Cet immense bâtiment, laissé vide depuis 6 ans, est donc retourné au silence après un mois de vie, d'expériences, d'activités diverses et de rencontres. C'est un hélicoptère du GIPN et 200 flics qui sont venus nous expulser et nous en arracher.

A Notre-Dame-des-Landes, depuis plusieurs semaines, sur les terres ciblées pour le projet d'aéroport de Vinci à Nantes, c'est plus de 1000 keufs et trois hélicos qui tentent de virer et raser tous les lieux occupés, et ça, pour la modique somme d'un million (1 000 000 !!) d'euros.

Ailleurs en France, différents collectifs se mobilisent, s'organisent et agissent sur les questions de logement. A Paris, un nouveau bâtiment vide depuis un an a été ouvert par le Collectif des mal-logés acharnés et certain-e-s du 260 rue des Pyrénées (38 rue des bois – 19^e), c'est une trentaine d'habitant-e-s qui en ont été sauvagement expulsé-e-s dans la soirée du 22 octobre.

A Nantes, le collectif Précarité 44 a réquisitionné un bâtiment public samedi 14 octobre, qui a été expulsé depuis. A Grenoble, le collectif du 22 rue des Alpes a aussi ré-ouvert à deux reprises, le second bâtiment tient, il vit et devient un espace d'habitation collective pour des demandeurs d'asile.

Dans le cadre du week-end d'action nationale du 13 au 15 octobre, on est allé faire mousser une fontaine du centre-ville, histoire d'apporter notre contribution à l'opération « *Toulouse ville propre* ».

Le principal objectif de cette nouvelle politique locale ? Aseptiser nos rues, notamment en virant les habitants dits « *indésirables* » des quartiers populaires à travers, entre autres, les Grands Projets de Ville (GPV).

L'un d'eux s'attaque justement au quartier Bonnefoy : la ligne grande vitesse (LGV) doit y passer, la gare sera aménagée pour accueillir des TGV hors de prix, et le quartier réhabilité pour y attirer bobos, cadres et autres friqués. Et les gens du quartier ? Pour eux commencent déjà les expropriations, bientôt ce sera les expulsions, sans parler des coups de pressions quotidiens.

Ce grand projet industriel et urbain est décidé et mené par une poignée d'individus au pouvoir, pour leurs seuls profits, et avec le plus grand mépris pour les gens qui vivent là. A certains endroits, comme face au TAV (train à grande vitesse italien) dans le Val di Susa ou l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes près de Nantes, de nombreuses personnes s'insurgent et se rencontrent pour organiser la lutte.

Contre Vinci et son monde, ce dimanche des membres de la CREA et du collectif 31 de soutien à la ZAD ont offert le péage autoroutier aux usagers en le bloquant à l'arrivée de Bordeaux et Paris !

Si l'État prétend manquer de fric pour assurer un logement à chacun-e, il en trouve facilement lorsqu'il s'agit de foutre des gens dehors et de policer les villes. Que ce soit au travers de vastes opérations quasi-militaires, dans la violence quotidienne des expulsions ou la présence de keufs à chaque coin de rue. La guerre aux pauvres et à tous ceux qui s'organisent est déclarée, l'État expulse à tour de bras et le plus rapidement possible.

Pour une expulsion, six ouvertures !

Aujourd'hui, la CREA c'est donc neuf bâtiments, dont six nouveaux ouverts et libérés en un mois principalement dans le quartier de Bonnefoy. Parmi ces bâtiments, certains appartiennent

à des particuliers (propriétaires de bâtiments vides, qu'ils n'habitent pas).

L'État et le capitalisme fabriquent et gèrent la misère, ils expulsent sans cesse, nous n'avons pas le choix de crever à la rue. Lorsque ce mouvement populaire réquisitionne des bâtiments, il les rend en fait libres et ouverts pour toutes et tous.

En revanche c'est bien la mairie qui préempte les bâtiments de Bonnefoy (qu'elle rachète à prix cassés) et qui a commencé à expulser les habitants des quartiers qu'elle veut nettoyer (Ramier, Bagatelle, Reynerie, Mirail...) pour faire de Toulouse une "*capitale européenne*".

C'est encore l'État qui nous a expulsés – une centaine de personnes et d'enfants – du bâtiment de l'URSSAF, 22 rue Demouilles, pour laisser ces 5400 m² vides. Prenons-nous en aux responsables de la misère, pas à celles et ceux qui la subissent.

Et l'État ne lésine pas non plus sur les moyens pour rendre ces lieux à des propriétaires qui les laissent vides et morts. Plusieurs de ces bâtiments sont déjà expulsables. La trêve hivernale nous sera-t-elle appliquée ou la Préfecture va-t-elle encore nous refoutre à la rue en plein hiver ? Unissons-nous et organisons-nous pour empêcher ces rapaces de détruire nos vies et nos territoires.

Venez prendre la ville avec nous lors de la grande manifestation contre toutes les expulsions à Toulouse, le samedi 17 Novembre (départ à 14h, St Cyprien République) suivie d'une assemblée populaire (9 rue du faubourg Bonnefoy).

SOLIDARITE AVEC LES COLLECTIFS DE PARIS, NANTES,
GRENOBLE, CAEN, LA ROCHELLE, MONTPELLIER, TOURS,
LA ZAD ET LES NO-TAV !

TOUT POUR TOU-TE-S !
POUVOIR AU PEUPLE !

Source : [Campagne pour la Réquisition, l'Entraide et l'Autogestion \(CREA\)](#)

Lire aussi : *La police du gouvernement « socialiste » évacue le Centre social autogéré de Toulouse*

- Emplacement : Accueil > Tribune >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Contre-les-expulsions-a-Notre-Dame>